

INFLATION et ECROULEMENT

Le bilan hebdomadaire de la Banque de France, arrêté le 29 avril, fait ressortir une circulation monétaire en augmentation de 23 milliards, dont 10 seulement provenant du remboursement des billets de 5.000, soit une inflation de 13 milliards en une semaine.

Ce résultat... dont hypocritement la presse s'étonne et s'émeut, nous l'avons plus d'une fois prédict dans ces colonnes. Nous n'en tirons pas pour autant la prétention d'être les seuls à voir clair mais seulement d'être les seuls à dire la vérité.

Car il n'est nul besoin d'être grand clerc en matière économique pour prévoir que, d'une part, les charges budgétaires s'aggravent et, d'autre part, les rentrées fiscales s'amenuisent de plus en plus à cause de la ménage, le Gouvernement sera appelé à plus ou moins brève échéance, à faire usage de la planche à billets.

D'ores et déjà nous pouvons affirmer que l'expérience déflationniste Mayer a échoué et que le cycle « inflation » se réamorce.

La mauvaise foi et l'impuissance du gouvernement sont rendues éclatantes par ces constatations.

Toutes les mesures qu'il a prises en vue d'enrayer la hausse des prix, provoque maintenant un effet diamétralement opposé. Les primes à l'ensemencement du blé, la perte sur les produits vendus en francs et achetés en dollars, les subventions sur les produits coloniaux, la dévaluation de fin janvier ont augmenté les charges budgétaires. Le résultat des 5.000, le prélevement, enlevant à la circulation quelques centaines de milliards, ont ralenti les ventes à un tel point que la diminution des rentrées fiscales agrave brusquement le déséquilibre budgétaire.

D'autre part, les difficultés financières de la S.N.C.F., des Houillères, du Gaz, de l'Électricité, du Métro, des P.T.T., ne peuvent être surmontées qu'en faisant appel à l'Etat. Ajoutons à ce tableau les charges militaires en constante augmentation et nous ne serons pas du tout surpris de constater d'ici peu que toutes les « histoires » de baisse, de stabilisation ne sont que boniments de charlatans.

Les « antidirigistes » prétendent que le libéralisme seul rétablira la situation. Il est facile de répondre à ces taupes, que la vente libre de

multiples objets et produits, n'a pas pour autant provoqué leur baisse; bien au contraire : viande, légumes, textile, chaussures, aluminium, n'ont cessé d'être en hausse.

Quant au dirigisme, qui n'est autre chose que la transformation du capitalisme libéral en capitalisme d'Etat, l'exemple qu'il nous donne des industries nationalisées est assez éloquent pour qu'il soit utile d'insister.

Toute forme du capitalisme est donc irrémédiablement condamnée. Les faits journaliers le démontrent sans cesse. Pourtant nombreux sont ceux qui s'acharnent à vivre dans un passé qui pourrit de plus en plus.

D'autres espèrent qu'une organisation étatique où tout serait prévu, ordonné, réglementé, décreté, imposé et où nécessairement l'individu ne sera plus qu'un rouage inconscient, un robot, peut apporter une solution au problème social.

Les seuls clairvoyants pensent avec nous, que la possibilité donnée à chaque homme de s'épanouir intégralement n'est concevable que dans la société communiste-libératrice.

Avec nous ils le pensent, avec nous ils doivent combattre.



SOCIALISME AUTORITAIRE OU LIBERTAIRE

Le testament de TROTSKY

Na beaucoup parlé du testament politique de Trotsky, général, économiste, technicien, historien et théoricien de la Révolution bolchevique, assassiné au début de la guerre par un agent de Staline.

Pourtant, depuis son expulsion de Russie, en 1927, Trotsky n'avait cessé de présenter l'U.R.S.S. — même « dégénérée » — comme le grand exemple à imiter dans tous les autres pays et à défendre « inconditionnellement » par les travailleurs du monde.

Cette propagande continue du « socialisme » étatique et autoritaire est certainement le véritable testament politique de Léon Davidovitch.

Cependant, peu avant la fin dramatique de sa vie mouvementée, Trotsky paraît avoir été rongé par les doutes quant à la justesse de ses conceptions. Ces doutes ne changent, bien entendu, rien à la signification générale du rôle historique du bourreau de Kronstadt, mais ils nous intéressent néanmoins car ils révèlent la crise idéologique.

Cette crise n'est qu'un aspect de l'impasse dans laquelle se trouve le « socialisme » autoritaire de toute espèce et elle ouvre des perspectives nouvelles au socialisme libertaire dans le monde entier.

1^e Les documents

Un hebdomadaire parisien et un hebdomadaire suisse ont publié un document appelé « testament de Trotsky ». D'après ce « testament », Trotsky, peu avant son assassinat par le Guepéou en 1944, aurait penché vers une révision de ses idées au sujet de la défense inconditionnelle de l'U.R.S.S.

L'organe trotskiste à Paris, toujours fermement attaché à cette défense des sociétés, de leurs contradictions. Le raisonnement des hommes d'Etat et des têtes pensantes des classes dirigeantes ne parvient pas à s'élever aux dimensions de la vraie sociale qui se manifeste sur les cinq continents. Ils ne songent qu'à additionner des faiblesses pour créer une force. Et leurs faiblesses unies subiront volontairement la force américaine, sans garantie.

tie d'échapper à la force russe après un baroud d'honneur.

La Grande-Bretagne, dont le rôle de centre administratif du Commonwealth, mais non plus de centre géographique déterminant la politique, n'a certes pas un point de vue aussi restreint que celui des Etats continentaux. Pour sa part, elle doit apporter un soin extrême à la défense de ses sources de richesses et à la liaison avec ses associés groupés dans le quadrilatère encadrant l'Océan Indien, et laisse aux Etats-Unis le soin de s'imposer dans le Pacifique et dans l'Atlantique. Mais elle est vulnérable à une attaque qui partira des côtes du Vieux Continent. Aussi, a-t-elle pris la tête du groupe européen pour garantir ses côtes et tenir aussi éloigné que possible le gros des forces soviétiques.

Voilà donc défini le rôle exact des « puissances » établies sur la frange atlantique de l'Europe : servir de pré-mérite ligne contre l'assaut russe.

C'est pourquoi les anciens chars, les productions des usines américaines de fin de guerre, les moyens de transport employés lors des dernières campagnes, seront mis à la disposition des armées anémiques de France et des Pays-Bas.

Il ne s'agit évidemment pas de leur fournir les engins du dernier modèle ni les procédés de la guerre future. La confiance est loin d'être absolue dans la fidélité des populations et des régimes.

D'ailleurs, pour la besogne qui leur est dévolue, ce sera bien suffisant.

*

Pourquoi les régimes de l'Europe occidentale acceptent-ils cette tâche de mercenaire votés au massacre ? Parce qu'ils ne peuvent pas ne pas l'accepter. La structure sociale héritée de l'époque de la grande bourgeoisie et impérialiste ne peut être brisée par ceux-là mêmes qui en bénéficient et se trouvent à son sommet.

La peur immense que provoquent les forces contenues dans l'Empire russe parmi les classes possédantes s'explique par la perspective de voir toutes les formes sociétaires anciennes être balayées : rapports des classes, mode de vie, morales et religions.

Mais la décadence intérieure des nations européennes les empêche de surmonter le danger en transformant leur ancien système d'organisation sociale, de manière à ne pas prêter le flanc aux propagandes de l'Est. Il ne leur reste donc qu'à rallier le camp des puissances anglo-saxonnes, le plus proche par la mentalité et héritier des mêmes formes organisationnelles, et candidat à l'hégémonie mondiale.

Ce choix est pur réflexe. Il ne tient nullement compte de l'évolution des sociétés, de leurs contradictions. Le raisonnement des hommes d'Etat et des têtes pensantes des classes dirigeantes ne parvient pas à s'élever aux dimensions de la vraie sociale qui se manifeste sur les cinq continents. Ils ne songent qu'à additionner des faiblesses pour créer une force. Et leurs faiblesses unies subiront volontairement la force américaine, sans garantie.

Le seul force militaire sérieuse, susceptible de lutter contre les unités motorisées et l'appareil de combat des sionistes, est l'armée transjordanienne ou Légion arabe du roi hachémite Abdallah, entièrement équipée à l'européenne et commandée par l'Anglais Glubb Pacha, disciple du fameux colonel Lawrence. Et c'est ici que l'Angleterre paraît mener le jeu occidental de stratégie préventive face à la Russie et dont les lignes se sont dessinées au Conseil de Sécurité, en janvier dernier, lors de l'annonce, par le sénateur Warren Austin, de l'abandon du plan de partage de la Palestine par les Etats-Unis.

Après avoir exploité la crainte des Arabes concernant l'expansion juive au Moyen-Orient, la politique « occidentale » utilise aujourd'hui les rivalités des différents Etats arabes.

Encourager et provoquer au besoin les visées du roi Abdallah sur la Palestine et les ports méditerranéens, permettre l'entrée légale de ses troupes dans la partie arabe du pays sous le couvert d'accords anglo-transjordaniens, c'est non seulement constituer une menace sur la Haganah, le groupe Stern et l'Irgun Zvai Leumi, mais c'est aussi faire pression sur les Etats arabes qui, plutôt que de voir se réaliser la « Grande Syrie » proônée par le souverain hachémite, préféreraient la mise en tutelle de la « Terre Sainte ».

La lutte contre l'immigration juive entrepris par le Haut Commandement anglais en Palestine avec l'approbation du gouvernement travailliste a eu pour résultat de dissiper bien des réticences. Le chantage transjordanien, comme en témoignent certaines déclarations de Fares el Khoury en Syrie, n'a fait que servir la politique britannique.

Toute cette affaire, dira J.-P. Sartre, pue... « Objectivement tout se passe comme si on avait cherché à démontrer l'absurde et le carnage que la présence des Anglais était nécessaire en Palestine. »

Nous sommes loin de la déclaration Balfour de novembre 1917 et du mandat accordé par la S.D.N. le 24 juillet 1922.

Le général Clayton assiste aux délibérations de la Ligue arabe. Bevin li-

LE CRIME DE CAEN

Ul, il s'agit d'un crime et non d'un accident, comme le dit hypocritement la presse bourgeoisie.

Crime imputable très probablement aux économies féroces qu'a fait la Compagnie B.A.C.C.I. et qui ont causé la mort de 25 ouvriers.

La responsabilité de l'Inspection et de la Sécurité du Travail est, parait-il, gravement engagée. Cela ne nous étonne nullement; cette fameuse sécurité collectionne d'ailleurs depuis quelque temps les catastrophes : deux aux chevaux de fer, Courrières, et maintenant Caen.

Et les comités d'entreprise, que deviennent-ils dans tout cela ? A quoi servent-ils ? Nous le savons. A faire de la politique et à servir de chien de garde au patronat grand et petit.

Quant à la police, elle enquête; nous sommes en droit de nous demander ce que la flicaille a à voir là-dedans.

Mais gageons que cette affaire, comme les autres, sera proprement enterrée, malgré la police, les magistrats et les C.E. — ou plutôt grâce à leur silence complice.

La B.A.C.C.I., elle, continuera à faire de copieux bénéfices.

En attendant 25 hommes ont trouvé la mort, victimes de corruptions et de sordides calculs.

Mais qu'importe cela, pourvu que la production et les dividendes s'accroissent et que les fromages des C.E. soient toujours gras. N'est-ce pas, messieurs les bonzes de la C.G.T. ?

Le problème palestinien et la question juive

A phase purement palestinienne du conflit sanglant qui oppose Juifs et Arabes en Palestine est terminée. Elle se solda par l'échec du commandant et la mort du commandant des forces arabes de Palestine, Abdul Kader Hussein, cousin de l'ex-roi multu Haj Amin el Hussein, considéré celle des extrémistes arabes, candidats au pouvoir.

Le défaite du grand multu Haj Amin el Hussein, considéré celle des extrémistes arabes, candidats au pouvoir.

En dehors des « frontières », les forces arabes, en proie à des problèmes locaux et à des dissensions, ne sont pas certaines de vaincre.

Les 30.000 hommes de l'armée irakienne peuvent difficilement abandonner la surveillance du Kurdistan. Les armées de Syrie et du Liban ainsi que les armées égyptiennes ont avant tout le souci de maintenir l'ordre dans leurs propres pays. Seuls des volontaires partent.

La seule force militaire sérieuse, susceptible de lutter contre les unités motorisées et l'appareil de combat des sionistes, est l'armée transjordanienne ou Légion arabe du roi hachémite Abdallah, entièrement équipée à l'européenne et commandée par l'Anglais Glubb Pacha, disciple du fameux colonel Lawrence. Et c'est ici que l'Angleterre paraît mener le jeu occidental de stratégie préventive face à la Russie et dont les lignes se sont dessinées au Conseil de Sécurité, en janvier dernier, lors de l'annonce, par le sénateur Warren Austin, de l'abandon du plan de partage de la Palestine par les Etats-Unis.

Le 15 mai est la date à laquelle doit prendre fin le mandat britannique sur la Palestine. Nous ne nous étonnerons point si, à cette date, un nouveau mandat venait consacrer un fait accompli la cause étant d'ores et déjà entendue.

Du côté américain, les grands « pétroliers », qui ont consacré près d'un demi-milliard de dollars pour l'exploitation des pétroles du Moyen-Orient, ne sont pas inactifs. On peut dire qu'ils sont à l'origine de l'abandon du plan de partage. Le secrétaire à la guerre James Forrestal, leur porte-parole, les diplomates Charles E. Bohlen, Loy Henderson, Georges Kenan, les secrétaires et sous-secrétaires d'Etat Marshall et Lovett ne sont que les instruments fidèles à leur politique dans le monde arabe.

L.O.N.U. comme la S.D.N. n'a pu que faire la preuve de son incapacité. Sa faillite face à l'action conjuguée des deux « Grands » anglo-saxons le prouve.

Le 15 mai est la date à laquelle doit prendre fin le mandat britannique sur la Palestine. Nous ne nous étonnerons point si, à cette date, un nouveau mandat venait consacrer un fait accompli la cause étant d'ores et déjà entendue.

Du côté sioniste, les aspirants à l'Etat juif ne sont pourtant pas sans reproches et bien que la question juive soit pour l'anarchisme un facteur d'inquiétude humaine, il n'est pas inutile de dire que ce sont les dirigeants juifs qui ont, par leur démagogie, le plus compromis la cause juive.

(Suite page 2)

LETTRE AUX LECTEURS

Le Libertaire se refuse à faire de la publicité. Il n'émarque à aucun fonds plus ou moins occulte ; il n'est soutenu par aucun groupement financier, politique ou confessionnel. Le Libertaire est libre de toute attache et entend le rester.

Il n'existe que par l'insatiable dévouement de nos militants et rédacteurs bénévoles.

La parution se heurte journalièrement à des difficultés financières considérables et le petit format actuel nous est imposé par les circonstances. Nous espérons cependant pouvoir reprendre bientôt notre tirage sur six pages.

Que nos lecteurs nous excusent ! Un journal libre est forcément pauvre. Mais, cette pauvreté lui permet, seul de toute la presse, de dire la vérité.



(Suite Page 2)

Ces "anciens combattants" ont compris

AU FIL DES JOURS

LA BATAILLE DE LA RECONSTRUCTION

Pour reconstruire, il faut un certain nombre de bureaux, de services et de fonctionnaires. Pour loger ces rouages indispensables, il faut des locaux. Et c'est ainsi que les services départementaux de l'Isère du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme se mirent en demeure — c'est l'expression qui convient — de bâtir un immeuble destiné à loger... les employés, les dossiers et les fichiers des dits services.

L'UNION Alsacienne des Anciens Combattants et Victimes de guerre, dans un manifeste lance un appel à tous les travailleurs de la ville et de la campagne.

Ce manifeste, dont nous reproduisons ci-dessous l'essentiel, prouve la pérennité des idées libertaires, même dans des milieux traditionnellement patriotes.

Pour un ordre fondé sur la justice, la paix et le progrès ;

Pour un rassemblement et une coopération juste et équitable de tous les peuples européens épris de liberté, première étape vers une Fédération mondiale des producteurs ;

Pour la libération et le rapatriement immédiat de tous les prisonniers de guerre ;

Pour l'abolition immédiate des conditions inhumaines et meurtrières des camps de concentration et des prisons ;

Pour une amnistie immédiate de tous les condamnés politiques et militaires ;

Pour le respect des droits humains, des libertés de presse, et d'opinion ;

Pour une politique immédiate internationale de désarmement général et l'abolition des crédits militaires, qui coûtent actuellement au seul peuple français 1 milliard par jour, soit environ 40 % des recettes fiscales du pays ;

Pour la cessation immédiate des guerres coloniales et de l'exploitation des peuples coloniaux ;

Pour la garantie d'un minimum vital à tous les travailleurs, grâce à un salaire de base, sans distinction de sexe ou de race ;

Pour une lutte de solidarité en faveur des vieillards et des indigents, et la réévaluation de leurs rentes et pensions en fonction du coût de la vie ;

Pour une hygiène morale et physiologique de la jeunesse laborieuse ;

Pour l'union de tous les producteurs contre l'exploitation, le chômage, l'oppression et la servitude ;

Pour la communauté de lutte de tous les travailleurs avec les anciens soldats du front et les victimes de guerre, contre la tyrannie intérieure et extérieure ;

Pour une stricte neutralité dans les luttes impérialistes entre Wall-Street et Moscou.

Ces mots d'ordre, qui pour la plupart ont notre sympathie, sont complétés par l'appel suivant :

Producteurs de toutes catégories ; Ne vous laissez pas abrûter ! Apprenez la leçon du passé. L'Europe ne doit pas devenir un nouveau charnier. Nous ne marchons pas ! De votre conduite future dépendra la liberté et la paix. Il ne s'agit plus aujourd'hui de faire bonne mine à mauvais jeu. Marchons tous ensemble. Maintenant ! Tout de suite ! Demain, il serait peut-être trop tard. La main dans la main avec les anciens combattants du front et les victimes de guerre :

Contre la violence, la terreur et l'esclavage !

Pour la Liberté, le Pain et la Paix !

comptés, mesurés, jaugés, évalués, dosés et leurs conclusions respectives se sont trouvées en parfaite concordance : vous étiez 32.000 ! Pas un de plus, pas un de moins.

Nos avions ont survolé et photographié notre déploiement et les clichés prouvent irréfutablement que nos comptables ont raison.

Voilà ce que répond en substance M. Léonard.

Ce qui nous intéresse, nous, ce n'est pas le nombre des exploitations dociles, disciplinées, encadrées et transformées en hommes-sandwichs, qui ont défilé, c'est la réconfortante constatation qu'en France, la liberté de réunion, de manifestation est une vivante réalité, garantie par la surveillance et le contrôle des forces syndiquées du maintien de l'ordre républicain.

*

UNE BELLE BROCHETTE

Lancelot, revue de langue allemande, porte à sa 1^{re} page :

« Sur notre initiative, fut fondée en 1945 la « Société des Amis de Romain Rolland » dont le bureau est composé comme suit :

Président : Ambassadeur Paul Claudel, à l'Académie Française ; Vice-présidents : Jean-Richard Bloch (décédé en mars 1947) maintenant Jean Cassou, directeur du Musée d'Art Moderne à Paris, directeur de la revue Europe et Charles Vildrac.

Membres : Louis Aragon, Claude Aveline, Jean Bonnerot, directeur de la bibliothèque de la Sorbonne ; Julien Cain, directeur de la bibliothèque Nationale ; Charles Chavain, avocat ; Georges Duhamel, de l'Académie Française ; R. Esmérand, prof. Georges Friedmann (Ecole nationale des Arts et Métiers) André Georges, journaliste ; Jean Guéhenno, journaliste ; directeur Jacques Jaujard (musées nationaux), Francis Jourdain,

journaliste ; Louis Martin-Chauvier, journaliste ; Prof. Henry Mondor (Ac. Fr., Ac. de médecine), René Lalou, journaliste ; Léon Moussinac, journaliste ; Henri Petit, journaliste ; André Sabadier, éditeur ; Jean Rétoude, journaliste, secrétaire général de la Société.

Ces représentants des idées les plus diverses furent tous des amis de Romain Rolland, et avec un bureau ainsi composé, l'indépendance d'esprit de la société est assurée, et toute tentation d'ingérence d'un parti, ou de détournement du but poursuivi, au profit d'un parti est absolument exclue.

Celui qui aime l'œuvre de Romain Rolland, celui qui veut la mieux faire connaître peut s'il le désire adhérer à la société.

Pas de doute, il n'y a pas ingénierie politique... comme ils disent.

Ça ne fait rien, à la place des nationaux-communistes bon teint — dont le bureau est farci — je ne me sentirais pas très à l'aise pour perpétuer le souvenir d'un des premiers grands partisans du rapprochement franco-allemand. Il est vrai que les Russes. Mais qui s'en souvient, en France ?

journaliste ; Louis Martin-Chauvier, journaliste ; Prof. Henry Mondor (Ac. Fr., Ac. de médecine), René Lalou, journaliste ; Léon Moussinac, journaliste ; Henri Petit, journaliste ; André Sabadier, éditeur ; Jean Rétoude, journaliste, secrétaire général de la Société.

Il y avait notamment des contrôleurs, beaucoup de contrôleurs, sérieux comme des panes, fiers de leur haute fonction, convaincus que sans eux le train ne pourrait pas rouler.

Et puis des employés de wagons-lits

au chef garni d'une somptueuse casquette, haute, vaste et toute chamarée d'artistiques arabesques.

Car c'est la casquette qui fait le contrôleur. C'est elle qui détermine la fonction et qui investit son porteur d'autorité respectable.

La casquette du contrôleur ! Mais, voyons, c'est tout un symbole ! C'est le sabre du gendarme, la mitre du pape, le dico des députés, LE DRAPEAU DE LA PAIX !

Car ces attributs, pour être dépourvus de toute virilité, n'en sont pas moins d'un attrait certain, et confèrent à ceux qui s'en affublent, une puissance indéniable.

Imaginez-vous que Gaule ou le contrôleur en support-chaussettes ?

C'est impossible. Cachons les supports-chaussettes et cacherons la casquette.

Il n'en imposera pas cette basse aux vaillants ouvriers qui, torse nu, changent les traverses des voies, ou bien au chauffeur, au mineur, au métal, à tous ces travailleurs sales et puissants, couverts de sueur et de cambouis, qui, eux, n'ont pas besoin d'uniformes, ces fourrures et ces fourrures et en feront joie.

Alors les contrôleurs, du plus petit au plus majestueux, pourront se mettre au travail. COMME LES AUTRES. Non pour faire de petits trous dans les billets, mais pour arracher le charbon à la terre ou conduire les locomotives.

LE PASSANT.

LES RÉFLEXES DU PASSANT

Les travailleurs de la casquette

On attendait le départ du rapide, j'ai observé le va-et-vient fiévreux des voyageurs et les préparatifs des employés.

Il y avait notamment des contrôleurs, beaucoup de contrôleurs, sérieux comme des panes, fiers de leur haute fonction, convaincus que sans eux le train ne pourrait pas rouler.

Et puis des employés de wagons-lits

au chef garni d'une somptueuse casquette, haute, vaste et toute chamarée d'artistiques arabesques.

Car c'est la casquette qui fait le contrôleur. C'est elle qui détermine la fonction et qui investit son porteur d'autorité respectable.

La casquette du contrôleur ! Mais, voyons, c'est tout un symbole ! C'est le sabre du gendarme, la mitre du pape, le dico des députés, LE DRAPEAU DE LA PAIX !

Car ces attributs, pour être dépourvus de toute virilité, n'en sont pas moins d'un attrait certain, et confèrent à ceux qui s'en affublent, une puissance indéniable.

Imaginez-vous que Gaule ou le contrôleur en support-chaussettes ?

C'est impossible. Cachons les supports-chaussettes et cacherons la casquette.

Il n'en imposera pas cette basse aux vaillants ouvriers qui, torse nu, changent les traverses des voies, ou bien au chauffeur, au mineur, au métal, à tous ces travailleurs sales et puissants, couverts de sueur et de cambouis, qui, eux, n'ont pas besoin d'uniformes, ces fourrures et ces fourrures et en feront joie.

Alors les contrôleurs, du plus petit au plus majestueux, pourront se mettre au travail. COMME LES AUTRES. Non pour faire de petits trous dans les billets, mais pour arracher le charbon à la terre ou conduire les locomotives.

LE PASSANT.

Les internés de FRASCHETTI-ALATRI DOIVENT ÊTRE LIBÉRÉS

En réponse à l'appel lancé par le S.P.R.I. (« Libertaire » du 29 avril) en faveur des antifascistes espagnols internés au camp de Fraschetti-Alatri en Italie, le groupe « Libre Examen » de Lyon (8^e région) prend l'initiative dans cette ville d'une pétition aux gouvernements français et italien pour la libération de ces camarades.

Au premier nous demandons de « réclamer au gouvernement italien la libération des antifascistes espagnols internés à Fraschetti-Alatri en Italie et de les accueillir dans nos frontières » ; au second, nous demandons « la libération immédiate et l'envoi en France des antifascistes espagnols détenus à Fraschetti-Alatri, comme il leur a été promis ».

Depuis quatre jours, des centaines de signatures nous sont déjà parvenues. Des milliers s'annoncent chez Berliet, Radiocat, chez les gars du bâtiment, du textile, de l'industrie chimique de la région lyonnaise. Débordant les meilleurs purement anarchistes, la classe ouvrière lyonnaise marchera avec nous.

Nous espérons que notre initiative sera suivie dans d'autres régions.

Nous comptons faire remettre ces

pétitions aux ministères respectifs des deux pays avant le 30 mai.

Camarades, luttons tous unis pour la libération de ces premières victimes du fascisme.

LE GROUPE.

NON ! L'ANARCHIE N'EST PAS LE DESORDRE !

A tous ceux qui nous combattent, qui nous haïssent, sans nous connaître, nous conseillons de lire l'intéressante brochure de Pierre KROPOTKINE que nous venons de rééditer :

« L'Anarchie, son Idéal, sa Philosophie »

Forté plaquette de 64 pages sous couverture cartonnée

Au lieu de 45 fr. vendue précédemment, chaque brochure : 20 fr. plus 6 fr. (frais d'envoi) = 26 fr.

Mandats à JOULIN Robert, 145, quai de Valmy, Paris (X).

A TOUS LES RESPONSABLES

DE GROUPES :

Par 25 brochures, franco 385 fr.

Par 50 brochures, franco 740 fr.

LE TESTAMENT DE TROTSKY

« SI, PAR CONTRE, il est admis, de quelque manière que ce soit, que la présente guerre ne provoquera aucune révolution mais un déclin du prolétariat, alors, il reste une autre initiative : la décadence ultérieure du capitalisme de monopole, SA FUSION ULTERIEURE AVEC L'ETAT, et la substitution à la démocratie partout où elle subsiste encore, d'un régime totalitaire. L'incapacité du prolétariat de prendre dans ses mains la direction de la société peut réellement conduire dans ces conditions à un développement D'UNE NOUVELLE CLASSE EXPLOITEUSE A PARTIR DE LA BUREAUCRATIE FASCISTE BONAPARTISTE. Cela serait, selon toutes les indications que nous avons, un régime de déclin, annonçant le déclin de la civilisation.

« Un semblable résultat peut apparaître dans le cas où le prolétariat des pays capitalistes avancés, ayant conservé le pouvoir, se révélerait incapable de le tenir et l'abandonnerait, comme un U.R.S.S., à une bureaucratie privilégiée. Nous serions alors contraints de reconnaître que la dégénérescence bureaucratique a ses fondements non dans l'état arrêté du pays, et dans son entourage impérialiste mais dans l'incapacité congénitale du prolétariat à décliner, annonçant le déclin de la civilisation.

Cependant, bien plus intelligent et plus indépendant que ses adeptes stériles et ses admirateurs aveuglés, Trotsky n'exclut pas la possibilité que ce déclin devienne définitif. Averti par la faillite continue de sa politique et de ses perspectives depuis 1923, il n'exclut nullement la faillite définitive au cours de cette deuxième guerre.

Dans ce cas, dit-il, je me suis trompé. Il a présenté l'U.R.S.S. actuelle — qu'il

a contribué à éliger sur les cadavres des marins révolutionnaires de Cronstadt et de bien d'autres révolutionnaires fusillés ou déportés — comme un « Etat ouvrier dégénéré » ; il espérait que ce slogan contribuerait à aider l'histoire à éviter la politique de Staline au profit de celle de Trotsky.

Il a nourri cette illusion pendant toute une période historique. Je ne l'abandonne ni en 1928, ni en 1933, ni en 1939-40. Il a sacrifié d'innombrables militants à cette illusion. Il continue à chercher au cours de cette deuxième guerre mondiale, point culminant de cette période historique.

Mais il ajoute : si cette dernière épreuve se terminait de façon aussi catastrophique que toutes les précédentes, alors, j'abandonne. J'admettrai enfin ce que j'ai contesté pendant plus de 25 ans et ce que les militants fusillés, déportés, exclus et calomniés par moi comme « ultra-gauchistes » et anarchistes, n'ont cessé d'affirmer : la formation « d'une nouvelle classe exploitante » à partir de la bureaucratie fasciste bonapartiste. Je ne manquerai évidemment pas de donner la faute au prolétariat et à son incapacité congénitale à réaliser son autonomie d'autant plus que je n'y ai jamais cru, vu ma conception bolchevique-léniniste de la partie.

Mais je ne m'arrêterai pas là. Je reconnaîtrai la fausseté de toute ma politiq

ue passée. Je n'hésiterai pas à démentir par un sentiment libertaire, mais équivaut à un changement de place au sein du même camp des Etats de plus en plus monstrueux et barbares, à une défense du totalitarisme occidental qui n'est que le revers de l'imperialisme russe.

La conception manageriale est aussi autoritaire que la conception bolchevique.

Trotsky en envisageait la faillite de la révolution « ouvrière » serait remplacée par une autre conception autoritaire, celle d'une révolution « managerialiste » ou « technocrate ». La classe ouvrière ayant prouvé son incapacité congénitale, une autre couche devrait la remplacer pour accomplir « la mission historique ».

La conception manageriale est aussi autoritaire que la conception bolchevique. Trotsky en envisageait la faillite de la conception bolchevique, penche vers la conception manageriale. Son disciple James Burnham et toute une série d'autres ex-bolcheviques-léninistes se sont engagés sur cette route.

À notre avis, ce changement n'est pas fondamental. Il s'opère dans le cadre d'un état autoritaire. Le bolchevisme, dès son début, était un courant managerialiste. Son parti des « révolutionnaires professionnels » était celui des futurs « managers », son régime, dès le commencement, était dirigeant, autoritaire, managerialiste.

L'hostilité de ces ex-bolcheviques contre le managerialisme russe (qu'ils ont aidé à forger et à défendre), n'est pas inspirée par un sentiment libertaire, mais équivaut à un changement de place au sein du même camp des Etats de plus en plus monstrueux et barbares, à une défense du totalitarisme occidental qui n'est que le revers de l'imperial

LA GRANDE ILLUSION

EST avec curiosité que l'on attend les commentaires officiels de la minorité de la C.G.T.F.O., à la suite du Congrès de la Mutualité. « L'Action sociale » vient enfin de paraître avec un certain retard qu'explique l'éditorialiste de ce journal à l'aide d'une argumentation susceptible de réduire au silence les mauvaises langues qui auraient peut-être pu insinuer que ce retard pouvait avoir quelques corrélations avec la tenue plus que médiocre de cette minorité et au congrès et surtout au Comité national qui suivit ce congrès et qui vit la déroute des élémements minoritaires.

CE n'est pas sans étonnement qu'on lit sous la plume d'Adrien :

« Pratiquement les jeux étaient faits, même si l'on considère que les résultats des votes par mandat donnant à la minorité une importance moindre que celle qu'elle avait dans le Congrès ».

CAR ENFIN NOUS N'AVONS JAMAIS DIT AUTRE CHOSE et cette constatation a été une des raisons qui ont empêché la Confédération nationale du Travail de prendre place dans cette galère ou certains voulaient l'embarquer. On nous permettra seulement de constater qu'à l'époque où nous proclamions cette évidence, nous faisions un peu figure d'héritages et que nos camarades de l'U.C.E.S., avec une belle dose de naïveté proclamaient leur certitude de marquer le Congrès et en conséquence la nouvelle Centrale de leur griffe. Il ne leur reste plus de leur illusion que cendres et amertume.

La lecture de leurs commentaires pose tout de même au syndicalisme révolutionnaire quelques problèmes qui méritent d'être examinés. Lafond, pour sa part, semble, dans son article, beaucoup plus empressé de justifier, vis-à-vis de ses collègues de Bureau confédéral la pureté des intentions de ses amis que de tracer des perspectives d'avenir.

Je connais bien des libertaires militants F.O. qui n'accepteront pas de gaité de cœur les raisons qu'il découvre de continuer de servir et d'être garants de l'entreprise réformiste. Une de ces raisons d'ailleurs :

« Nous sommes dans un milieu où l'on respire », semble être quelque peu en contradiction avec la virulence de ses camarades dénonçant dans la même feuille, les manœuvres éculantes des réformistes pour contrôler, et le Congrès et la Centrale.

S'il est un signe qui caractérise le journal de l'U.C.E.S., c'est bien l'absence de netteté dans les perspectives de redressement du mouvement.

Hébert se contente, lui, de rappeler les principes trop oubliés et le souvenir des pionniers. Je ne pense pas qu'il croit qu'il soit suffisant de réveiller les fantômes pour chasser la triste réalité.

En fait, il semble bien qu'en s'achemine vers une normalisation d'un état de fait créé par le Congrès et qu'après le rude coup qui vient de lui être porté, la minorité puisse s'installer dans une opposition qui se nourrirait de l'illusion, qu'un jour, elle puisse renverser les positions acquises par la bureaucratie syndicale. Et le jeu qui dure depuis les lendemains de la première guerre mondiale continuera sans plus de succès qu'autrefois.

L'échec de la minorité actuelle est aussi certain et l'impossibilité de reconquérir l'appareil syndical, aussi impossible aujourd'hui qu'autrefois. La minorité

connaîtrait le même échec qu'ont connus les minorités au sein de la C.G.T. ou de la C.G.T.U., le même échec qu'ont connu avant la guerre les cercles syndicalistes « Lutte de classe ». J'ai ici même, je crois, expliqué l'impossibilité qu'il y avait de conquérir l'appareil bureaucratique syndical une fois qu'une tendance organisée s'en était emparée, les camarades de l'U.C.E.S. ne vont pas tarder à s'en apercevoir. Ah ! certes, on ne les chassera pas de la nouvelle centrale ! Ils y sont bien trop utiles ! Il reste à savoir si les commodities, qu'une relative démocratie leur accorde, est suffisante pour justifier leur appartenance à une centrale qu'ils dénoncent eux-mêmes comme « réformiste ».

En constatant que les espoirs que l'on pouvait placer dans la C.G.T.F.O. sont d'ores et déjà taris et que cette organisation ne pourra rassembler en son sein les organisations restées dans l'autonomie, on peut penser qu'Adrien, en plaçant le problème sur son véritable terrain, arrivera à la conclusion pratique d'une telle constatation.

Voyno les choses nettement.

Il reste au sein de la C.G.T.F.O. de nombreux travailleurs en désaccord avec elle qui ne veulent pas aller à F.O. par dégoût du réformisme en général et de JOUHAUX en particulier.

Il y a à « Force ouvrière » de nombreux syndicalistes écourvés qui n'attendent qu'une solution pratique pour rompre le contrat contre nature qu'ils ont provisoirement passé avec le réformisme.

Il y a à la Confédération nationale du Travail. Enfin, il y a une masse considérable de travailleurs qui ont déserté l'organisation syndicale et qui ne rentreront que si celle-ci se rénove de fond en comble.

La solution de ce problème doit être cherchée. UNE RENCONTRE DES SYNDICALISTES REVOLUTIONNAIRES ÉPARPILLES S'IMPOSE. Les libertaires, et il y en a dans toutes les organisations syndicales actuelles, doivent être les « rassembleurs » infatigables de ces minorités diverses dans un vaste organisme qu'il reste à déterminer et qui rejette uniquement de son sein les « colonisateurs » qu'ils soient.

Si la minorité ne sentait pas profondément ces vérités et si elle leur préférât la « grande illusion » de la reconquête de l'appareil bureaucratique de F.O., cette illusion sonnerait le glas du grand espoir né en septembre dernier.

JOYEUX.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

VISEES GAULLISTES

NOUS avons dénoncé ici avec violence les tendances réformistes syndicales, qu'elles se nomment C.G.T. ou C.G.T.F.O. Nous avons dit aux ouvriers de ce pays ce que ces officines peuvent leur apporter de déboires et de trahisons, mais il est un danger qu'aujourd'hui nous allons analyser en détail, danger que nous avons signalé depuis longtemps déjà. Il s'agit de l'infiltration gaulliste dans les entreprises, au cœur de la classe ouvrière que les échecs de ces derniers temps rendent plus perméable aux propagandes fascistes. A Marseille, Jacques Baumel, cyniquement, nous met au courant de l'activité des militants R.P.F. sur les lieux de travail, en ces termes : « Notre action professionnelle et sociale est composée de militants qui sont membres des sections locales mais qui agissent également à l'intérieur de leur profession. » Réponds du berger à la bergère Maurice Thorez qui, au dernier Comité national de son parti susurra : « Il faut intensifier notre action dans les entreprises. » Il faut intensifier notre action... Echos de tous les mouvements, de tous les partis, leitmotiv d'une lutte qui s'explose... Et le travailleur dupé, affolé par les accapareurs politiques, ne sait plus que faire, que dire.

Le solution de ce problème doit être cherchée. UNE RENCONTRE DES SYNDICALISTES REVOLUTIONNAIRES ÉPARPILLES S'IMPOSE. Les libertaires, et il y en a dans toutes les organisations syndicales actuelles, doivent être les « rassembleurs » infatigables de ces minorités diverses dans un vaste organisme qu'il reste à déterminer et qui rejette uniquement de son sein les « colonisateurs » qu'ils soient.

Si la minorité ne sentait pas profondément ces vérités et si elle leur préférât la « grande illusion » de la reconquête de l'appareil bureaucratique de F.O., cette illusion sonnerait le glas du grand espoir né en septembre dernier.

JOYEUX.

« D'abord ceci que, dans un grand groupe d'entreprises, tous ceux qui en font partie, les chefs, les cadres, les ouvriers, fixeraient ensemble, entre eux, avec arbitrage organisé, les conditions de leur travail, notamment les rémunérations. » Et ceci amènerait, paraît-il, « un meilleur rendement et plus de justice, en donnant à chacun sa chance, dans l'entreprise et dans la profession ».

Que l'on pèse bien ces mots. Chacun d'eux est chargé de sens. Si l'ouvrier n'y prend point garde et s'il sombre dans cette fausse logique, c'est l'abandon de tout ce qui a fait de lui ce qu'il est aujourd'hui, un homme bridé, exploité certes, mais conscient de sa force devant une autre force, l'abandon de l'idée lutte des classes.

Le prolétariat sait aujourd'hui, grâce à cette lutte de tous les instants contre ceux qui l'oppriment, que le responsable de toutes ses misères est et reste le CAPITALISME et que la seule méthode pour abattre le capitalisme est la guerre des classes et non la collaboration des classes. Cet avis se dédouble également que le ménage exploitants-exploités se solde toujours par un cocufiage, l'époux « exploitateur » jouant le rôle du souteneur et l'épouse « exploité » celui de prostituée. Le prolétariat ? Mais ses éléments agissants savent bien aujourd'hui que le patronat, suivant les consignes de ses chefs, ne donne de la main gauche que pour mieux reprendre de la droite, que de Gaulle, avec son paternalisme chartiste, ne cherche qu'à endormir la méfiance, qu'à chasser des esprits cette haine instinctive de celui qui n'a rien pour celui qui a tout bien que ne travaillant pas. L'apprenti dictateur nous le dit lui-même, dans un ouvrage à l'usage des exploiteurs en herbe : *Le Fil de l'Epée* : pour arriver au pouvoir « il faut une forte dose de ruse ». La collaboration des classes ? Celle de Gaulle ou celle des autres ? Mais on a vu cela nous menaient avec les comités d'entreprise, le syndicalisme réformiste, les partis politiques gouvernementalistes, etc.

Il est un autre point important sur lequel nous devons insister, celui définissant l'arbitrage organisé — lire arbitrage obligatoire, dont Guesde s'était déjà fait l'entrepreneur, suivi en 1936 par le camarade Blum, fut l'un des points majeurs de la charte de Pétain. Il consiste uniquement à substituer à l'acquisition populaire — la seule efficace — le jugement d'un arbitre, neutre d'ordre, mais toujours choisi sur une liste de possibles fournie par le gouvernement.

Ensuite, il s'en prend au plan Marshall ; il est vrai que nos dirigeants nous ont intégrés au bloc américain et que la concurrence des U.S.A. risque de provoquer un chômage partiel dans l'industrie française. Mais gageons que s'il s'agissait d'un plan Molotov, il n'y aurait pas d'opposition de la part de M. Croizat. Quant à nous, nous ne voulons pas plus de la tutelle du capitalisme privé yankee que de celle du capitalisme d'Etat russe.

Ensuite, il s'en prend au plan Marshall ; il est vrai que nos dirigeants nous ont intégrés au bloc américain et que la concurrence des U.S.A. risque de provoquer un chômage partiel dans l'industrie française. Mais gageons que s'il s'agissait d'un plan Molotov, il n'y aurait pas d'opposition de la part de M. Croizat. Quant à nous, nous ne voulons pas plus de la tutelle du capitalisme privé yankee que de celle du capitalisme d'Etat russe.

Ensuite, il s'en prend au plan Marshall ; il est vrai que nos dirigeants nous ont intégrés au bloc américain et que la concurrence des U.S.A. risque de provoquer un chômage partiel dans l'industrie française. Mais gageons que s'il s'agissait d'un plan Molotov, il n'y aurait pas d'opposition de la part de M. Croizat. Quant à nous, nous ne voulons pas plus de la tutelle du capitalisme privé yankee que de celle du capitalisme d'Etat russe.

Ensuite, il s'en prend au plan Marshall ; il est vrai que nos dirigeants nous ont intégrés au bloc américain et que la concurrence des U.S.A. risque de provoquer un chômage partiel dans l'industrie française. Mais gageons que s'il s'agissait d'un plan Molotov, il n'y aurait pas d'opposition de la part de M. Croizat. Quant à nous, nous ne voulons pas plus de la tutelle du capitalisme privé yankee que de celle du capitalisme d'Etat russe.

Ensuite, il s'en prend au plan Marshall ; il est vrai que nos dirigeants nous ont intégrés au bloc américain et que la concurrence des U.S.A. risque de provoquer un chômage partiel dans l'industrie française. Mais gageons que s'il s'agissait d'un plan Molotov, il n'y aurait pas d'opposition de la part de M. Croizat. Quant à nous, nous ne voulons pas plus de la tutelle du capitalisme privé yankee que de celle du capitalisme d'Etat russe.

Ensuite, il s'en prend au plan Marshall ; il est vrai que nos dirigeants nous ont intégrés au bloc américain et que la concurrence des U.S.A. risque de provoquer un chômage partiel dans l'industrie française. Mais gageons que s'il s'agissait d'un plan Molotov, il n'y aurait pas d'opposition de la part de M. Croizat. Quant à nous, nous ne voulons pas plus de la tutelle du capitalisme privé yankee que de celle du capitalisme d'Etat russe.

Ensuite, il s'en prend au plan Marshall ; il est vrai que nos dirigeants nous ont intégrés au bloc américain et que la concurrence des U.S.A. risque de provoquer un chômage partiel dans l'industrie française. Mais gageons que s'il s'agissait d'un plan Molotov, il n'y aurait pas d'opposition de la part de M. Croizat. Quant à nous, nous ne voulons pas plus de la tutelle du capitalisme privé yankee que de celle du capitalisme d'Etat russe.

Ensuite, il s'en prend au plan Marshall ; il est vrai que nos dirigeants nous ont intégrés au bloc américain et que la concurrence des U.S.A. risque de provoquer un chômage partiel dans l'industrie française. Mais gageons que s'il s'agissait d'un plan Molotov, il n'y aurait pas d'opposition de la part de M. Croizat. Quant à nous, nous ne voulons pas plus de la tutelle du capitalisme privé yankee que de celle du capitalisme d'Etat russe.

Ensuite, il s'en prend au plan Marshall ; il est vrai que nos dirigeants nous ont intégrés au bloc américain et que la concurrence des U.S.A. risque de provoquer un chômage partiel dans l'industrie française. Mais gageons que s'il s'agissait d'un plan Molotov, il n'y aurait pas d'opposition de la part de M. Croizat. Quant à nous, nous ne voulons pas plus de la tutelle du capitalisme privé yankee que de celle du capitalisme d'Etat russe.

Ensuite, il s'en prend au plan Marshall ; il est vrai que nos dirigeants nous ont intégrés au bloc américain et que la concurrence des U.S.A. risque de provoquer un chômage partiel dans l'industrie française. Mais gageons que s'il s'agissait d'un plan Molotov, il n'y aurait pas d'opposition de la part de M. Croizat. Quant à nous, nous ne voulons pas plus de la tutelle du capitalisme privé yankee que de celle du capitalisme d'Etat russe.

Ensuite, il s'en prend au plan Marshall ; il est vrai que nos dirigeants nous ont intégrés au bloc américain et que la concurrence des U.S.A. risque de provoquer un chômage partiel dans l'industrie française. Mais gageons que s'il s'agissait d'un plan Molotov, il n'y aurait pas d'opposition de la part de M. Croizat. Quant à nous, nous ne voulons pas plus de la tutelle du capitalisme privé yankee que de celle du capitalisme d'Etat russe.

Ensuite, il s'en prend au plan Marshall ; il est vrai que nos dirigeants nous ont intégrés au bloc américain et que la concurrence des U.S.A. risque de provoquer un chômage partiel dans l'industrie française. Mais gageons que s'il s'agissait d'un plan Molotov, il n'y aurait pas d'opposition de la part de M. Croizat. Quant à nous, nous ne voulons pas plus de la tutelle du capitalisme privé yankee que de celle du capitalisme d'Etat russe.

Ensuite, il s'en prend au plan Marshall ; il est vrai que nos dirigeants nous ont intégrés au bloc américain et que la concurrence des U.S.A. risque de provoquer un chômage partiel dans l'industrie française. Mais gageons que s'il s'agissait d'un plan Molotov, il n'y aurait pas d'opposition de la part de M. Croizat. Quant à nous, nous ne voulons pas plus de la tutelle du capitalisme privé yankee que de celle du capitalisme d'Etat russe.

Ensuite, il s'en prend au plan Marshall ; il est vrai que nos dirigeants nous ont intégrés au bloc américain et que la concurrence des U.S.A. risque de provoquer un chômage partiel dans l'industrie française. Mais gageons que s'il s'agissait d'un plan Molotov, il n'y aurait pas d'opposition de la part de M. Croizat. Quant à nous, nous ne voulons pas plus de la tutelle du capitalisme privé yankee que de celle du capitalisme d'Etat russe.

Ensuite, il s'en prend au plan Marshall ; il est vrai que nos dirigeants nous ont intégrés au bloc américain et que la concurrence des U.S.A. risque de provoquer un chômage partiel dans l'industrie française. Mais gageons que s'il s'agissait d'un plan Molotov, il n'y aurait pas d'opposition de la part de M. Croizat. Quant à nous, nous ne voulons pas plus de la tutelle du capitalisme privé yankee que de celle du capitalisme d'Etat russe.

Ensuite, il s'en prend au plan Marshall ; il est vrai que nos dirigeants nous ont intégrés au bloc américain et que la concurrence des U.S.A. risque de provoquer un chômage partiel dans l'industrie française. Mais gageons que s'il s'agissait d'un plan Molotov, il n'y aurait pas d'opposition de la part de M. Croizat. Quant à nous, nous ne voulons pas plus de la tutelle du capitalisme privé yankee que de celle du capitalisme d'Etat russe.

Ensuite, il s'en prend au plan Marshall ; il est vrai que nos dirigeants nous ont intégrés au bloc américain et que la concurrence des U.S.A. risque de provoquer un chômage partiel dans l'industrie française. Mais gageons que s'il s'agissait d'un plan Molotov, il n'y aurait pas d'opposition de la part de M. Croizat. Quant à nous, nous ne voulons pas plus de la tutelle du capitalisme privé yankee que de celle du capitalisme d'Etat russe.

Ensuite, il s'en prend au plan Marshall ; il est vrai que nos dirigeants nous ont intégrés au bloc américain et que la concurrence des U.S.A. risque de provoquer un chômage partiel dans l'industrie française. Mais gageons que s'il s'agissait d'un plan Molotov, il n'y aurait pas d'opposition de la part de M. Croizat. Quant à nous, nous ne voulons pas plus de la tutelle du capitalisme privé yankee que de celle du capitalisme d'Etat russe.

Ensuite, il s'en prend au plan Marshall ; il est vrai que nos dirigeants nous ont intégrés au bloc américain et que la concurrence des U.S.A. risque de provoquer un chômage partiel dans l'industrie française. Mais gageons que s'il s'agissait d'un plan Molotov, il n'y aurait pas d'opposition de la part de M. Croizat. Quant à nous, nous ne voulons pas plus de la tutelle du capitalisme privé yankee que de celle du capitalisme d'Etat russe.

Ensuite, il s'en prend au plan Marshall ; il est vrai que nos dirigeants nous ont intégrés au bloc américain et que la concurrence des U.S.A. risque de provoquer un chômage partiel dans l'industrie française. Mais gageons que s'il s'agissait d'un plan Molotov, il n'y aurait pas d'opposition de la part de M. Croizat. Quant à nous, nous ne voulons pas plus de la tutelle du capitalisme privé yankee que de celle du capitalisme d'Etat russe.

Ensuite, il s'en prend au plan Marshall ; il est vrai que nos dirigeants nous ont intégrés au bloc américain et que la concurrence des U.S.A. risque de provoquer un chômage partiel dans l'industrie française. Mais gageons que s'il s'agissait d'un plan Molotov, il n'y aurait pas d'opposition de la part de M. Croizat. Quant à nous, nous ne voulons pas plus de la tutelle du capitalisme privé yankee que de celle du capitalisme d'Etat russe.

6.216 cellules d'entreprise non comprises les cellules d'entreprise des régions Haut-Rhin, Moselle, Basses-Alpes et Lozère, dont les états n'étaient pas parvenus. (Rapport du Comité central pour le X^e congrès national du P.C.F.).

Les temps ont couru depuis cette dernière estimation. Si le nombre des cellules d'entreprise communistes n'a pas diminué, du moins le nombre des membres fréquentant ces cellules est-il sensiblement moins important. On l'a vu lors des dernières élections politiques (élections communales) et syndicales (après les grèves de novembre-décembre 47 là où il y eut scrutin secret). Mais à quoi servirait la désaffection ouvrière en regard du communisme si, au lieu de s'orienter vers un syndicalisme révolutionnaire et une forme d'agitation politique révolutionnaire, les ouvriers s'ancraient dans un syndicalisme gouvernementaliste tel que le C.G.T.F.O. ou un attentisme politique à forme autoritaire ?

Et nous ? Et nous ?...

Dans maints endroits des militants de chez nous nous signalent avoir obtenu des résultats surprenants en exposant publiquement les principes révolutionnaires libertaires. TOUS, SANS EXCEPTION, doivent faire ce qu'ont fait ces individus, il y va de l'avenir de tout le prolétariat. Tous doivent expliquer aux ouvriers, à tout moment, les dangers d'une mainmise communiste certes, mais aussi ceux d'une mainmise gaulliste, réactionnaire et fasciste sur les leviers de commande. Pour ce, il n'est pas besoin d'argent, mais de volonté, de foi.

Exammons maintenant ce que pense le R.P.F. du syndicalisme actuel.